



Bruges

Le 05 mai 2026

DEC-2026-53

PTO / Centre commande publique / TL

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213300759-20260513-DEC-2026-53-CC

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/05/2026

Publication : 21/05/2026

DÉCISION

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2122-22 qui permet au Conseil municipal de déléguer une partie de ses pouvoirs au Maire ;

VU la délibération du Conseil Municipal n°2026.02.06 en date du 27 mars 2026, reçue à la Préfecture de la Gironde le 30 mars 2026, concernant les attributions du Maire dans le cadre de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'arrêté du Maire (n° 2026-PERM-84) en date du 9 avril 2026, reçu à la Préfecture de la Gironde le 21 avril 2026, portant délégation de fonction à M. Pierre CHAMOULEAU, 3^{ème} Adjoint au Maire, délégué à l'administration générale, à la citoyenneté et à la commande publique ;

VU l'adhésion à un groupement de commandes permanent avec le coordonnateur Bordeaux-Métropole, dédié aux travaux d'entretien, de mise en conformité, d'aménagement et de déconstruction des bâtiments dont la convention a été signée par la ville le 9 décembre 2017 ;

VU l'accord-cadre multi-attributaire relatif aux travaux d'entretien, de mise en conformité, d'aménagement et de déconstruction des bâtiments (lot 12, charpente bois, couverture) n° 2023-E0012M enregistré par la ville sous le n° 2023-BRU040 et notifié le 19/01/2023 par Bordeaux Métropole coordonnateur du groupement de commandes et dont l'exécution est assurée par les entités membres ;

CONSIDÉRANT le montant de 500.000,00€ HT attribué à la ville de Bruges pour l'exécution des prestations relatives à cet accord-cadre ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de diminuer le montant attribué à la ville pour l'exécution des prestations concernant les prestations relatives à cet accord-cadre et de reventiler les montants de l'accord-cadre entre les membres du groupement ;

CONSIDÉRANT qu'en cas d'évolution ultérieure des besoins nécessitant le réajustement de la répartition du montant maximum de l'accord-cadre entre les différentes communes membres du groupement de commande, le coordonnateur du groupement de commande pourra notifier par ordre de service aux titulaires de l'accord-cadre la nouvelle répartition du montant maximum entre les membres du groupement ;

CONSIDÉRANT que cette nouvelle répartition sera sans incidence financière sur le montant maximum de l'accord-cadre.

Le Maire DÉCIDE,

- **De signer** un avenant n°01 à l'accord-cadre 2023-BRU040, sans incidence financière pour le montant global de l'accord-cadre ; attribuant à la ville le montant de 350.000,00€ HT afin de satisfaire aux besoins concernant les prestations relatives à cet accord-cadre ; et modifiant l'article 20 du CCAP (Cahier des Clauses Administratives Particulières) autorisant Bordeaux-Métropole (coordinateur du groupement de commande) à notifier la répartition du montant maximum de l'accord-cadre par ordre de service avec l'attributaire n°01, société **ECOTOIT** (SIRET 814 227 351 000 32) domiciliée à Cadaujac (33140, avec l'attributaire n°02, société **GALLEGO** (SIRET 391 009 248 000 33) domiciliée à Lormont (33310).



Bruges

Les dépenses sont inscrites sur le budget de l'exercice en cours.

Fait et décidé les jour, mois et an ci-dessus.
Pour copie conforme au registre des décisions.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213300759-20260513-DEC-2026-53-CC

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/05/2026

Publication : 21/05/2026

Le Maire,
Pour le Maire et par délégation,
L'Adjoint au Maire,

Pierre CHAMOULEAU

